



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/438
S/1998/896
28 septembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Point 62 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 25 septembre 1998, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 25 septembre 1998, que vous a adressée S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 25 septembre 1998, adressée au Secrétaire
général par M. Aytuğ Plümer

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer aux lettres datées du 26 août et du 15 septembre 1998, que vous ont adressées les représentants chypriotes grecs auprès de l'Organisation des Nations Unies, et qui contiennent des allégations concernant "les violations de l'espace aérien national de la République" (A/52/1024-S/1998/812 et A/53/393-S/1998/858, respectivement).

Étant donné que des allégations similaires concernant de prétendues violations de l'espace aérien ont été écartées dans les communications que nous vous avons adressées précédemment, et dont la plus récente est ma lettre du 20 août 1998 (A/52/1019-S/1998/779), je me bornerai à répéter que les vols effectués dans l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord le sont au su et avec l'assentiment des autorités compétentes de l'État sur lequel le régime usurpateur chypriote grec du Sud n'a aucune compétence ou aucun droit de regard.

Ces allégations sans fondement faites par la partie chypriote grecque visent à entretenir le mythe selon lequel elle exerce sa souveraineté et sa compétence sur l'ensemble de Chypre. C'est d'ailleurs cette attitude qui a créé et perpétué la question de Chypre. En tant que telles, ces allégations montrent tout le chemin que la partie chypriote grecque devra parcourir pour se rallier à toute solution basée sur la pleine égalité des deux parties à Chypre. C'est la raison pour laquelle la partie chypriote grecque a rejeté les propositions que le Président Denktaş a présentées le 31 août 1998 pour contribuer à un règlement viable et juste du différend à Chypre.

Lesdites propositions ont été faites de bonne foi en vue de jeter les bases de négociations entre deux parties véritablement égales. Cette égalité, qui est consacrée par les Accords de 1960, a toujours été le principe fondamental devant présider à la recherche d'une solution à Chypre dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les résolutions de l'Organisation envisagent un nouveau partenariat à Chypre appelée à devenir le foyer commun des deux peuples, et contiennent des éléments concernant l'égalité politique absolue des deux parties et un règlement qui serait mutuellement acceptable. De plus, les propositions visent à défendre l'équilibre extérieur entre la Turquie et la Grèce au sujet de Chypre, ainsi que l'équilibre intérieur entre les deux parties qui découle des Accords de 1960.

Entre-temps, l'Administration chypriote grecque poursuit sa politique d'escalade et de tension sur l'île. La presse chypriote grecque signale que des unités de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation de Grèce doivent participer avec la Garde nationale chypriote grecque aux manoeuvres militaires Nikiforos et Toxotis, qui doivent avoir lieu le mois prochain dans le sud de Chypre et à proximité. Dans le cadre de ce scénario, des avions de guerre F-16 et A-7 de Grèce atterriront à la base aérienne militaire de Paphos, dans le sud de Chypre, et des sous-marins, navires de guerre et frégates grecs doivent également participer à ce qu'il faut bien appeler une nouvelle démonstration de

/...

force provocatrice du camp grec-chypriote grec. Fort de l'appui de la Grèce, le Ministre de la défense chypriote grec, M. Omirou, a déclaré ce qui suit :

"Ceux qui envisagent d'user de pressions pour faire modifier les plans concernant les manoeuvres militaires Nikiforos-98 perdent leur temps. Comme cela était le cas les années précédentes, tout ce qui est planifié dans le cadre de la doctrine militaire conjointe sera exécuté avec précision" (quotidien chypriote grec Tharos du 21 septembre 1998) :

Au vu de ce qui précède, toutes les parties intéressées à un règlement pacifique du différend sur Chypre devraient inviter la partie chypriote grecque à s'abstenir d'appliquer sa politique irréfléchie d'escalade et de tension dans l'île et à reconsidérer comme il convient nos propositions de règlement, car dans la situation actuelle, la confédération est le seul cadre qui puisse préserver l'équilibre interne et externe au sujet de Chypre et, ce faisant, favoriser et pérenniser un nouveau règlement de partenariat entre les deux parties.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République turque
de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER
